

LES CHIFFRES MIS À NU

N°17 – FÉV. 2015

1.000
milliards €

LES PERTES POTENTIELLES ENCOURUES PAR LES INSTITUTIONS FINANCIÈRES EUROPÉENNES À CAUSE DES ÉMISSIONS DE CO²

La communauté internationale s'est engagée à limiter à +2°C la hausse des températures dans le courant du XXI^e siècle. Pourtant, au fur et à mesure de leur parution, les études font toutes état du fait que, faute d'une rupture avec nos modèles de consommation et production actuels et d'une remise à plat de notre système énergétique, cet objectif sera dépassé ; la hausse envisagée actuellement serait plutôt de l'ordre de +4°C.

Les changements climatiques sont liés à l'augmentation de la concentration de CO² dans l'atmosphère. Plus personne ne conteste sérieusement que cette augmentation résulte des activités de l'homme et en particulier de l'exploitation des énergies fossiles (charbon, pétrole, gaz...) qui sont le véritable moteur de la croissance.

Par conséquent, limiter la hausse des températures à +2°C signifie de rompre avec le modèle économique fondé sur ces énergies polluantes. Cela implique de laisser dans le sol, et donc de renoncer à exploiter, entre 60 et (plus vraisemblablement) 80 % des réserves d'énergie fossile ! Parce que les différents secteurs qui constituent nos économies sont plus ou moins énergivores et que les pays combinent différemment les sources d'énergie disponibles, les impacts seront ressentis à des degrés divers dans toutes les économies.

Une étude estime que l'exposition des institutions financières européennes qui jouent un rôle littéralement central dans nos économies s'élèverait à 1.000 milliards d'euros. Il s'agit là de la somme que les banques, assurances et fonds de pension européens ont directement ou

indirectement placée dans les énergies fossiles et qui risque de s'évaporer s'ils ne réorientent pas leur portefeuille de prêts et de placements.

Le risque financier qu'ils encourent s'explique par le fait que, tôt ou tard, parce que nous n'avons qu'une seule planète, des mesures drastiques touchant tous les secteurs qui sont soutenues par les institutions financières devront être prises. Or, comme nous l'avons vu précédemment (www.philippelamberts.eu/8000-milliards-le-cout-de-linaction-contre-le-changement-climatique-depuis-2012/), reporter à plus tard ces mesures nous engageant collectivement sur une autre voie, celle de la transition écologique de l'économie, coûtera de plus en plus cher. C'est pourquoi nous devons nous dégager le plus rapidement de l'emprise de ces énergies fossiles.

La journée internationale du « décarbonage » des 13/14 février (Global Divestment Day) doit marquer le début d'une mobilisation générale.

Europe	risqués estimés...	
	en milliards €	en % du total de leurs actifs
Fonds de pension	260-330	5%
Banques	460-480	1,40%
Assurances	300-400	4%

Source de l'étude : <http://gef.eu/publication/carbon-bubble-the-price-of-doing-too-little-too-late/>

Sur le décarbonage (« divestment »), voir également : <http://350.org/category/topic/divestment/>